

Nanterre : le face-à-face approche, Collomb avait raison

écrit par Jacques Guillemain | 30 juin 2023





Nanterre : le face-à-face approche. La mort de Nahel n'est qu'un prétexte

L'immigration de masse qui ne s'intègre plus mène la France au chaos racial.

En réclamant l'état d'urgence, **Zemmour** en appelle à la fermeté d'un État démissionnaire, dont la couardise mène à la déflagration de la nation.

“Cette nuit, les enclaves étrangères ont encore montré de quoi elles étaient capables : émeutes, attaques, incendies, pillages, saccage des services publics que nous finançons par milliards depuis tant d'années. Comme toujours, c'est la soumission qui excite les criminels. Celle du gouvernement et de la gauche a une immense part de responsabilité. Seule la fermeté pourra ramener l'ordre et la paix. [Je réclame la mise en place de l'état d'urgence dès ce soir.](#)”

Si la mort d'un mineur est toujours une tragédie, rien n'autorise l'embrassement du pays et la négation de l'État de droit.

La France est en train de crever de son immigration, dont une large part ne s'intègre plus, reste hostile à la République et considère la police non pas comme une bande rivale, comme les Bisounours essaient de le faire croire, mais comme des ennemis. Pour certains malfrats, tuer un policier serait un haut fait d'armes. Dans les manifestations qui dégènèrent, il y a des tueurs potentiels qui rêvent de "se faire un flic", tout policier le sait. La haine de la France est bien réelle chez de nombreux immigrés pourtant français, ou plutôt binationaux.

Assez de sanglots à sens unique. Quand un policier est transformé en torche vivante avec un cocktail Molotov, je n'entends pas beaucoup la classe politique s'émouvoir. Quand une quinzaine de policiers et gendarmes sont tués chaque année dans l'exercice de leur fonction, je n'entends jamais l'Assemblée nationale réclamer une minute de silence. L'union sacrée dans la compassion et l'émotion, c'est réservé à certaines victimes jugées davantage politiquement correctes que d'autres. Cette indignation à géométrie variable est dramatique et porteuse de lendemains éminemment tragiques. Nos élus ne savent plus ce qu'ils font.

Nahel ne doit pas faire oublier Lola ou les bébés poignardés à Annecy.

<https://mail02.orange.fr/appsuite/#!&app=fr.in8/mail/compose>

Il n'y a rien de pire que cette différence de traitement médiatique pour disloquer la nation et distiller le poison de la haine entre communautés. Il n'y aura jamais d'intégration si l'antiracisme alimente le droit à la différence, qui mène inexorablement à la différence des droits.

Souvenez-vous de Darmanin, qui s'était précipité à Rennes pour

transmettre sa compassion à la communauté musulmane, pour 3 tags découverts sur une mosquée, alors que 20 églises brûlent chaque année dans l'indifférence générale. C'est cette soumission qui est pitoyable.

À Nanterre, la marche blanche a été autorisée, mais à Annecy, elle a été interdite. Pourquoi ?

Pour la petite Lola, 12 ans, violée, torturée avec la pire barbarie, pas de minute de silence. Pourquoi ?

Les multiples lois antiracistes, en combattant le racisme à sens unique, ne font que disloquer la nation.

Trente années de laxisme, de renoncement par lâcheté, de démission collective de la classe politique, ont conduit la France au bord du chaos racial et même de la guerre civile. Tout cela a été annoncé depuis des lustres. Il suffit de se remémorer les craintes de **Michel Poniatowski**, qui nous promettait en 1991 des Saint-Barthélémy si l'immigration africaine n'était pas stoppée.

<http://puteaux-libre.over-blog.com/article-nous-allons-vers-de-s-saint-barthelemy-par-michel-poniatowski-115066915.html>

Le général de Gaulle ne disait pas autre chose en rappelant que les immigrés étaient les bienvenus, "mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. **Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne.**"

Mais quelle personnalité politique, parmi celles qui se disent gaullistes, adhère aujourd'hui à ces paroles de sagesse ? Il y a bien longtemps que nos élites ont abandonné la France aux délires mondialistes. Poniatowski et de Gaulle étaient-ils des salauds et d'immondes racistes d'extrême droite ? Un peu de décence.

Ce que la France vit à Nanterre, et qui pourrait contaminer tout le pays, est le scénario habituel bien rôdé :

Un délinquant est tué par la police ou se tue dans une course poursuite, avant toute enquête la version de la bavure policière se propage sur les réseaux, aussitôt les cités s'embrasent pendant plusieurs jours et le pouvoir désespéré tente de calmer les émeutiers. Il en est ainsi depuis que la délinquance a explosé avec l'immigration et que des ghettos se sont constitués. Toutes ces émeutes n'existaient pas dans les années soixante, quand la délinquance était cinq fois moindre.

Éric Zemmour a fourni tous les chiffres officiels prouvant ce lien incontestable entre l'insécurité et l'immigration de masse, réalité évidemment niée par la bien-pensance. Consultez les tableaux, ils sont accablants.

<https://ripostelaique.com/le-lien-delinquance-immigration-est-incontestable-et-les-chiffres-sont-accablants.html>

Et pour éviter la contagion, l'exécutif s'empresse de condamner la police, donnant raison aux révoltés. **Car dans notre démocratie modèle, la présomption d'innocence n'existe pas pour un policier. "Inexcusable" a dit Macron !**

"L'intervention n'était manifestement pas conforme aux règles", a ajouté Elisabeth Borne.

Par peur d'un embrasement de type 2005, le policier de Nanterre est déjà condamné au sommet de l'État, sans la moindre enquête. C'est ignoble, lâche au possible et surtout totalement antirépublicain !

Rappelons qu'il y a 25 000 refus d'obtempérer chaque année, des situations pas toujours faciles à gérer. Rappelons aussi que dans les années soixante, les refus d'obtempérer étaient anecdotiques. Le laxisme judiciaire encourage la délinquance, la tolérance zéro y met fin. Les sociétés ont le niveau de sécurité qu'elles décident.

Pour mémoire, en 1914, on écopait de 50 ans de bagnage pour un vol de bicyclette. Nous sommes tombés d'un excès dans l'autre. Mais il n'y aura jamais de sécurité sans fermeté. Seule la certitude de la réponse pénale ramène les voyous dans le droit chemin. C'est le b-a-ba judiciaire depuis la nuit des temps, que nous avons oublié.

“Rien ne justifie la mort d'un jeune” déclare Emmanuel Macron. Mais est-ce que la mort d'un délinquant refusant d'obtempérer justifie l'embrasement d'une quarantaine de villes de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine et de province ? À défendre l'indéfendable, les incendies, les destructions, les pillages et violences en tous genres, c'est la guerre civile que nous prépare ce pouvoir irresponsable. Aucun drame ne justifie des émeutes à travers la France.

Le gouvernement connaît très bien cette menace. C'est d'ailleurs pour cela que Macron a désarmé les citoyens, mais en se gardant bien d'aller vider les caves des cités, qui regorgent de milliers d'armes à feu et d'armes de guerre. Il y a longtemps que les Balkans alimentent les cités.

Le drame de ce pays est que l'extrême-gauche propage en permanence la petite musique des “violences policières”, distillant la haine de la République et des forces de l'ordre dans le cœur des cités.

“La police raciste”, “la police tue”, sont des slogans d'extrême gauche que le pouvoir ne dénonce ni ne sanctionne jamais. Il a bien trop peur et craint bien davantage l'extrême gauche que l'extrême droite.

Qui défend l'ordre républicain et assure la sécurité des citoyens ? Qui protège Macron avec des milliers de fonctionnaires à chacun de ses déplacements ? Qui va assurer la sécurité des JO en 2024 ? Aucun pays ne peut se passer d'un minimum d'ordre sans sombrer dans l'anarchie et la guerre civile.

Mais Macron préfère faire la guerre à la Russie alors que la guerre civile menace chez nous ! Son ancien ministre de l'Intérieur l'a mis en garde en 2018. Depuis, il est resté les bras ballants, espérant éviter les émeutes généralisées.

Ignore-t-il que les forces de l'ordre, méprisées et déconsidérées, lâchées par leur hiérarchie, privées de la présomption d'innocence au moindre incident, ont de plus en plus de mal à recruter ? Ignore-t-il que les démissions au sein de la police et de la gendarmerie ont augmenté de 30 % en quatre ans ?

Bientôt, les métiers de policier, d'enseignant, de pompier, de soignant, seront délaissés car soumis à une violence insupportable et cautionnée par le laxisme d'un exécutif et d'une justice toujours prêts à disloquer la nation au nom d'une idéologie mondialiste mortelle.

Dans très peu de temps, cet aveuglement suicidaire des élites fera que le pays sera totalement hors de contrôle. Dans deux, cinq ou dix ans, la France va se désintégrer pour avoir cru que les cultures peuvent se mélanger en toute harmonie.

Mais quand les 3/4 des jeunes musulmans placent leur religion au-dessus de la République, il n'y a plus d'harmonie possible. C'est le choc des cultures.

La prédiction de Gérard Collomb, annonçant un face-à-face entre communautés, ne cesse de se confirmer. Si Macron refuse de rétablir l'ordre républicain dans les cités, il connaîtra un remake des émeutes de 2005, en bien pire, avant la fin de son mandat. La France est mal partie.

Jacques Guillemain

<https://ripostelaique.com/nanterre-le-face-a-face-approche-collomb-avait-raison.html>